Document généré le 19 avr. 2024 23:13

Liaison

Prise de parole et identité franco-ontariennes

Cahiers Charlevoix, Études franco-ontariennes, no 1, Sudbury, Société Charlevoix et Prise de parole, 1995, 411 pages

Paul-François Sylvestre

Numéro 87, mai 1996

URI : https://id.erudit.org/iderudit/42146ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)
1923-2381 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Sylvestre, P.-F. (1996). Compte rendu de [Prise de parole et identité franco-ontariennes / *Cahiers Charlevoix, Études franco-ontariennes*, no 1, Sudbury, Société Charlevoix et Prise de parole, 1995, 411 pages]. *Liaison*, (87), 30–30.

Tous droits réservés © Les Éditions l'Interligne, 1996

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Cahiers Charlevoix, Études franco-ontariennes, n° 1, Sudbury, Société Charlevoix et Prise de parole, 1995, 411 pages.

Prise de parole et identité franco-ontariennes

« À l'instar de la sexagénaire Société des Dix pour l'histoire du Québec, écrit Jean-Pierre Pichette, il existe dorénavant, pour l'étude de la communauté française de l'Ontario, un regroupement de chercheurs : la Société Charlevoix, fondée à Sudbury et nommée en l'honneur de Pierre-François-Xavier de Charlevoix (1682-1761), le seul véritable historien du Nouveau Monde. » (p. 5). Cette société comprend six chercheurs — René Dionne, Gaétan Gervais, Jean-Pierre Pichette, Roger Bernard, Fernand Ouellet, Fernand Dorais — et publie le premier numéro de ses Cahiers. On y retrouve six articles : « 1910. Une première prise de parole collective en Ontario français », de R. Dionne ; « Aux origines de l'identité franco-ontarienne », de G. Gervais ; « *Le Lynx et le renard.* Un regard déroutant dans la transmission du conte populaire français en Ontario », de J.-P. Pichette ; « Langue maternelle et langue d'usage dans les foyers mixtes francophones : Les enjeux de l'exogamie », de R. Bernard : « Francophones et Franco-Ontariens dans l'univers agricole canadien, 1851-1911 : Perspectives comparatives », de F. Ouellet ; « La Mémoire oubliée en Ontario français. *Désespoir de vieille fille* de Thérèse Tardif », de F. Dorais. Il est évidemment impossible de commenter chacun de ces savants articles ; je m'arrêterai aux deux premiers.

D'ouverture, René Dionne lève le ton, à juste titre, pour mettre les pendules à l'heure : oui, il y a eu des auteurs, des éditeurs et une institution littéraire en Ontario français bien avant les années 1970 ! Les premières pages de son article dressent, d'ailleurs, un palmarès éloquant des gens de lettres établis à Ottawa à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe siècle. Certains sont très connus (Tanguay, Sulte, Chapman, Savary, Roy, Tremblay), d'autres sortent de l'oubli, comme les dramaturges Stanislas Brault, Sylvio Corbeil et Rodolphe Girard. Entre 1860 et 1910, Ottawa a connu une trentaine de journaux, dont la majorité d'entre eux ont consacré leurs colonnes à la littérature, allant jusqu'à faire une large place aux feuilletons. Dionne répertorie pas moins de 160 livres publiés par des auteurs franco-ontariens entre 1851 et 1909, dont 6 chez des éditeurs anglophones de Toronto et 26 chez des éditeurs ou imprimeurs à Ottawa. Notons que Dionne attribue le premier recueil de poésie franco-ontarienne à Benjamin Sulte, *les Laurentiennes*, paru en 1870. À cette époque, il y a une telle effervescence que nombre de sociétés littéraires voient le jour à Ottawa et à Hull. On assiste donc à une véritable prise de parole franco-ontarienne !

Cette prise de parole ne devient collective, cependant, qu'à partir de 1910, année où se tient le congrès d'éducation des Canadiens-Français d'Ontario, lequel met au monde l'Association canadienne-française d'Éducation de l'Ontario, devenue l'ACFO en 1968. Pour illustrer à quel point cette prise de parole est franco-ontarienne, démocratique, provinciale et littéraire, René Dionne analyse tous les discours prononcés les 18, 19 et 20 janvier 1910 (véritable travail de moine). Il en conclut que les conférenciers sont des « éveilleurs et rassembleurs [qui] trouvent les mots qu'il faut pour communiquer le message à leurs auditeurs. Acclamés et approuvés par douze cents délégués populaires qui les trasmettront à leurs électeurs ou coparoissiens, les discours de quelques-uns deviennent la première prise de parole collective de l'Ontario français, et le livre qui contient ces actes — miroir et projet d'une communauté —, constitue un texte fondateur receleur d'identité. » (p. 124).

Il est justement question d'identité dans le texte de Gaétan Gervais, qui commence à la page 125. Les 43 pages qui suivent, à mon avis, sont un cours que tout prof d'histoire devrait enseigné dans nos écoles secondaires franco-ontariennes. On y apprend que la révolution tranquille au Québec s'est accompagnée d'une *rupture tranquille*. Entre 1967 et 1969, la majorité des Canadiens français se sont définis comme Québécois et, dès lors, l'Ontario français a cessé d'être la partie ontarienne du Canada français pour devenir *la partie française de l'Ontario*. Les élites du Québec ont renoncé à leur rôle traditionnel de direction et d'appui, créant un *hiatus historique* « où le Québec noua des liens avec la France, l'Europe, l'Afrique et l'Asie, mais coupa presque tous ses liens avec les minorités françaises du Canada » (p. 144). En Ontario, seuls les chefs de files, les universitaires et quelques artistes ont senti qu'ils devenaient orphelins. La population, elle, ne cherche pas plus qu'il ne le faut à s'identifier... dans un sens ou dans l'autre.

Pendant que, de l'autre côté de la frontière, on met une étiquette *québécoise* sur les tomates, les veaux, les vins, les papillons, les médailles olympiques et même sur les soldats en Bosnie, de ce côté-ci, la francophonie se transforme : « n'ayant pas réussi à suivre le vaste mouvement qui oriente désormais les actions non seulement vers Sudbury, la rivale historique d'Ottawa, mais vers Toronto, appelé à jouer un plus grand rôle, même culturel, en Ontario français » (p. 164), les élites d'Ottawa en viennent à perdre leur influence sur la vie franco-ontarienne. Le déménagement du siège social de l'ACFO à Toronto en témoigne, tout comme le débat sur l'université franco-ontarienne demeure un bel exemple du tiraillement entre Ottawa, Toronto et Sudbury.

Selon Gervais, le Canada français est issu de la première crise de l'Amérique française (1760-1814), l'Ontario français de la seconde crise (1960-1995). Et « l'*identité franco-ontarienne*, comme l'*identité québécoise*, (...) ne sera jamais que le prolongement de l'*identitié canadienne française*, elle-même le prolongement de l'*identité française* ». (p. 168).

P.-F. SYLVESTRE